

C'est maintenant !

Que faire après le succès du 7 ? Comment « les faire reculer » ? Telles sont les questions posées à une échelle de masse depuis quelques jours... qui interrogent les stratégies syndicales !

Autant, jusqu'en juin, dominait le sentiment qu'« on n'y arriverait pas », renvoyant à la puissance du bulldozer sarkozyste depuis mai 2007, autant depuis la bonne surprise du 24 juin, confirmée et amplifiée par les millions de manifestants du 7 septembre, s'est installé le sentiment que « peut-être qu'on peut l'amener à reculer »....

Entre temps sont passés par là la gestion de la crise des déficits publics dans l'UE et l'affaire Woerth-Bettencourt où tout le monde a vu et l'existence de dizaines de milliards d'euros disponibles et la connivence entre riches et politiques au pouvoir... Tout cela au moment où l'on proclame la nécessité d'une « réforme indispensable » des retraites pour combler un trou supposé de 70 milliards d'euros en 2030 et où il apparaît clairement que le projet de loi frappera notamment les plus démunis...

Pour Sarkozy, il y a deux nécessités à ne pas paraître céder jusque là sur les retraites : une raison « économique » car il lui faut afficher une réduction des déficits publics pour les agences de notation et l'UE ; une raison « politique » car il veut montrer à son électorat de droite (et plus...) qu'il est capable d'en imposer face aux mobilisations populaires, 2012 n'étant plus loin.

Et pourtant, ils sont affaiblis... et de plus en plus avec la montée de la mobilisation ! Depuis la publication des avant-projets de réforme en avril dernier, la côte du gouvernement est allée en reculant sur cette question. L'opinion est très majoritairement opposée aux projets et soutient de plus en plus majoritairement la



Le 7 septembre...

PHOTOS : PHOTO THEQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

nécessité des mobilisations... Derrière une unité de façade, la droite se divise. Sans doute la raison pour laquelle Sarkozy veut passer en force le plus vite possible.

Oui, il est possible de gagner, à condition de s'en donner les moyens ! Et c'est un débat qui traverse maintenant les équipes syndicales. On discute de plus en plus de « reconduction », de « grèves reconductibles », de « grève générale »... Des appels départementaux sortent en ce moment avec ces idées.

Deux atouts...

Une des forces du mouvement jusque là, c'est l'unité syndicale. L'intersyndicale nationale a réussi à « tenir » jusqu'au 7 malgré des désaccords évidents sur les solutions à apporter au problème des retraites. Cette unité est même allée en se renforçant avec la montée de la mobilisation à chaque initiative nationale prise en réaction au calendrier gouvernemental (23/03, 27/05, 24/06, 07/09). La dureté du projet gouvernemental,

l'intransigeance de Sarkozy ont fermé la porte à des syndicats comme la CGC, l'UNSA, la CFTC, la CFDT qui espéraient des « ouvertures ». La direction de la CFDT n'a pas envie de s'embarquer dans un schéma à la 2003 où elle a laissé trop de plumes après sa trahison même si son projet de fond reste d'« accom-

pagner » la gestion du capitalisme. Comme le dit Jean Marie Pernot dans une interview au *Monde*, sa direction « joue déjà le coup d'après avec un scénario d'alternance devenu « travaillable » ». Une volonté donc de rester dans l'intersyndicale en cherchant cependant à éviter d'éventuels « débordements », en connivence avec la direction de la CGT.

L'autre force, c'est la dynamique interprofessionnelle, presque justifiée par le gouvernement qui s'attaque sur ce dossier à tout le monde, privé comme public... Pourtant, les fonctionnaires sont particulièrement touchés. Mais il existe la conscience qu'un recul n'est possible que si tout le monde s'y met et joue « collectif ».

Forces du mouvement jusque là, ces deux questions peuvent aussi en devenir la faiblesse à l'heure du dénouement... Au nom de l'unité et de la nécessité de mobiliser les salariés du privé difficiles à toucher, on peut trop temporiser devant l'obstacle à franchir. Car il est clair que si Sarkozy est intransigeant, il faut lui opposer une intransigeance syndicale qui passe par une confrontation majeure avec lui. Cela signifie se donner les moyens de passer à une étape supérieure en paralysant le pays, tout en faisant reposer la responsabilité de cette paralysie, aux yeux de l'opinion, sur le pouvoir autiste... Ce qui s'était passé en 1995 (déjà les retraites...) et en 2006 sur le CPE ! Grèves reconductibles dans des secteurs « stratégiques », blocages de masse (les entrées des villes par exemple...), occupations durables de lieux publics, lancement d'une « vraie » grève



générale font partie de la « panoplie » à mettre en œuvre aujourd'hui. Et ce avant la fin de la discussion parlementaire.

Reconduire les grèves... vers la grève générale !

Il est clair que les deux principales confédérations ne veulent pas se laisser embarquer là dedans. Sans doute pour les mêmes raisons qui tiennent à la croyance qu'une « alternance » en 2012 leur sera plus profitable pour développer (enfin) un syndicalisme d'accompagnement qui n'apparaisse pas trop comme un reniement... Leur refus de la revendication de « retrait de la réforme » (même si l'absence de ce mot d'ordre clair n'a pas empêché l'unité syndicale) est cependant révélatrice de cette forme de « responsabilité partagée ». Elles savent aussi qu'elles ont beaucoup à perdre si les salariés pensent qu'elles laissent passer une défaite majeure sans combattre.

La CGT est celle qui est le plus traversée pas ces contradictions. De nombreux syndicats y développent une orientation qui critique la « non orientation » de la confédération et proposent de lancer une logique de reconduction des grèves après le 23 septembre.

Le fait de ne pas avoir réussi à proposer une échéance rapide de rebond après le 7, comme proposé par FSU et Solidaires (ce qui devait être le mandat de la CGT apprend-on aujourd'hui !), en donnant une impression de « trou d'air » après la logique montante autour du 7, représente un risque d'un signal donné à une échelle large : on n'embraye pas tout de suite, on diffère à plus tard pour ne pas faire plus...

Raison de plus, parce que la mobilisation doit malgré tout s'amplifier, pour occuper le terrain avant le 23 en préparant, indépendamment des consignes syndicales d'en haut, cet affrontement majeur et nécessaire. Oui c'est la grève générale qu'il faut mettre partout à l'ordre du jour en prenant des dispositions afin de convaincre et de s'organiser pour des reconductions de grèves ! Maintenons l'unité en l'enserrant dans les bras de la pression populaire et de la combativité des salariés ! ●

LAURENT ZAPPI,
LE 12 SEPTEMBRE.

QUESTIONS À RICHARD BERAUD, SECRETARE GENERAL DE LA FERC-CGT...

► **ÉÉ : Trois questions... Comment la CGT perçoit-elle l'unité syndicale ? Le tempo n'est-il pas trop étiré, du 7 au 23 ? Et après ?**

R.B. : Le courrier des sept secrétaires généraux publié le 13 septembre dans la presse tant nationale que régionale réaffirme l'importance de l'unité syndicale dans la construction des luttes mais aussi montre la conviction partagée qu'il est possible de gagner sur nos revendications en matière de retraite. Le vote de l'Assemblée Nationale, au-delà de l'impact sur l'opinion publique et les salariés ne clôt pas la lutte.

On ne peut pas nier la force de représentation d'une unité syndicale la plus large possible dans l'esprit des salariés, d'autant que dans de nombreuses entreprises la présence syndicale est faible, voire inexistante. Dès lors, il ne peut être question de se couper d'organisations considérées comme « réformistes », d'autant que, dans l'ensemble des professions, il existe du potentiel pour être encore plus nombreux dans les grèves et manifestations.

Reste que, et c'est ce qui a surgi à nouveau dans la réunion des organisations (fédérations et unions territoriales) de vendredi dernier, l'intersyndicale ne peut être vécu comme un carcan. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'appel à la grève et à manifestations lancé par des structures professionnelles et territoriales de la CGT pour le 15 septembre. C'est pourquoi il est nécessaire de faire du 23 une journée exceptionnelle de grèves et de manifestations.

Bien évidemment, la question de l'après 23 est posée. Bernard Thibault s'est exprimé dans la presse sur les possibilités de voir une reconduction des mouvements de grève. D'ores et déjà cette question est en débat dans les fédérations professionnelles de la CGT, dont la FERC. Nul doute que, pour partie, elles y répondent positivement au regard de la réponse des salariés aux appels du 15 et du 23 septembre. C'est donc bien notre capacité à mobiliser dans nos professions qui déterminera les suites de la lutte engagée pour imposer nos revendications en matière de retraite et de protection sociale, d'emplois et de salaires. 1

... ET À ALAIN VRIGNAUD, SECRETARE NATIONAL DE LA CGT-EDUC.

► **ÉÉ : Quelle est ton appréciation du rapport de force ?**

A.V. : La CGT Educ'action a réuni sa Commission exécutive au lendemain de la puissante mobilisation du 7 septembre. L'échange a permis de confirmer que partout les manifestations ont réuni plus de monde que le 24 juin et qu'il y a une bonne implication des salariés du privé ainsi qu'une présence significative des jeunes. Ce n'était pas gagné si tôt après la rentrée.

A l'évidence les salariés du public comme du privé ne sont pas décidés à laisser le gouvernement casser les acquis sociaux et s'attaquer au droit de partir à la retraite à 60 ans. Il y a donc une réelle combativité qui s'appuie aussi sur une opinion publique hostile à cette réforme. En face le gouvernement et Sarkozy, même affaiblis par l'affaire Woerth, semblent aussi déterminés. Personne n'a donc d'illusion sur les résultats du débat parlementaire, mais les quelques miettes qu'il est prévu de céder ne feront pas baisser le niveau de mobilisation.

► **ÉÉ : La deuxième question porte sur la stratégie syndicale et la poursuite de l'action...**

A.V. : Une majorité de militants de la CE a été

déçue par la date du 23 septembre qui paraît assez éloignée. Nous aurions préféré un appel clair pour le 15. Cela dit, ce n'était pas non plus certain qu'un appel à la grève puisse sortir de l'intersyndicale confédérale. De ce point de vue la décision de grève unitaire du 23 septembre montre que certaines confédérations ont dû prendre la mesure de la puissance du 7. Nous allons faire du 15 un tremplin dans la préparation de la grève du 23 qui devrait être encore plus puissante que celle du 7... Il faut continuer à convaincre tous les personnels que d'autres solutions sont possibles et qu'il est possible de faire reculer le gouvernement. La question de la reconduction de la grève après le 23 est posée. La CE s'est engagée à s'adresser aux organisations syndicales de l'Education pour préparer la grève et le lendemain de la grève. Nous appelons à la tenue d'AG de grévistes dans les établissements ou les communes pour décider de la reconduction. Cela sera vraisemblablement un tournant. Si l'on s'engage dans un mouvement de grève reconductible, avec des secteurs professionnels significatifs, nous pouvons gagner. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR L. Z.

“ QUESTIONS À PIERRE KHALFA, PORTE PAROLE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

► ÉÉ : Comment appréciez vous aujourd'hui le rapport de forces ?

P.K. : La journée du 7 septembre marque un tournant. Nous revenons de loin. En effet, lorsque le gouvernement avait annoncé son intention de s'attaquer de nouveau aux retraites, plusieurs obstacles se dressaient devant nous : le souvenir de l'échec de 2003 sur ce sujet ; la façon désastreuse dont s'étaient terminées les fortes mobilisations de 2009 avec des journées saute-mouton incapables de créer un véritable rapport de forces ; un fatalisme apparent des salariés d'autant plus fort qu'il était entretenu par une campagne gouvernementale sur le thème « il n'y a pas d'autre solution ».

Nous avons réussi à surmonter ces obstacles. D'une part, malgré des points de vue très différents en son sein, l'intersyndicale a, jusqu'à cette date, peu ou prou, joué son rôle. L'unité syndicale a été une des conditions du succès croissant des mobilisations, ce qui a peu à peu fait germer l'idée que « gagner, c'est possible ». D'autre part, un processus parallèle s'est mis en route avec l'appel « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites » initié par Attac et la fondation Copernic. Cet appel regroupant syndicalistes – même s'il n'y en eut peu en dehors de Solidaires et de la FSU –, responsables politiques jusqu'à une partie du PS, économistes de renom, universitaires, etc. a permis de lancer une dynamique citoyenne et unitaire dans tout le pays. Cela s'est traduit par des centaines de réunions publiques qui ont irrigué en profondeur les réseaux militants, permettant ainsi de

démultiplier les explications de fond que l'intersyndicale était dans l'incapacité de donner.

L'ensemble de ces éléments, couplé à l'attitude d'un gouvernement d'autant plus arc-bouté sur son projet qu'il est affaibli par les scandales, ont permis une montée en force importante des mobilisations et un retournement de l'opinion publique.

► ÉÉ : Comment faire reculer le gouvernement sur les retraites ?

P.K. : Nous sommes maintenant à un moment clef. Le gouvernement a choisi le passage en force dans un délai très court. Cela signifie qu'il n'y a pas d'autres solutions que de préparer un affrontement majeur du type de ce que nous avons réussi à faire contre le CPE ou contre le plan Juppé en décembre 1995. Or la décision d'attendre le 23 septembre pour une nouvelle journée de mobilisation va à l'encontre de cet objectif. Au lieu d'être dans une dynamique qui installe petit à petit le pays dans une situation de crise politique avec un rebond à une date très rapprochée, reporter l'action au 23 dilue au contraire l'affrontement.

Le risque est donc d'avoir une journée, qui non seulement pourrait être moins forte, mais qui soit vécue comme un simple baroud d'honneur, ce d'autant plus que le processus parlementaire sera bien avancé. Il s'agit donc, de notre point de vue, d'une erreur de stratégie. C'est pourquoi nous n'avons pas signé le communiqué de l'intersyndicale. Cependant, malgré ce que nous considérons comme une erreur, rien n'est joué et nous pouvons encore gagner car il y a un fort rejet de la politique gouvernementale. C'est pourquoi, il faut tout faire pour que cette journée soit un succès et dépasse encore celle du 7. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENT ZAPPI.



PHOTO : M. MIGNEAU

”